TRÊVE EN SYRIE

Des espoirs mais aussi beaucoup d'interrogations

L'accord des grandes puissances sur une cessation des hostilités en Syrie s'annonce fragile mais il constitue l'unique voie pour espérer relancer le processus de paix et stopper l'engrenage guerrier, ont estimé hier pays impliqués et experts.

A l'issue d'intenses négociations, les Etats-Unis, la Russie et leurs principaux alliés dans ce dossier sont tombés d'accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur une trêve qui, si elle se concrétise, constituera une première étape pour faire taire les armes depuis le début en 2011 du conflit qui a déjà fait 260.000 morts.

«Nous avons convenu d'une cessation des hostilités dans tout le pays dans un délai d'une semaine», a annoncé le chef de la diplomatie américaine John Kerry à l'issue d'une réunion du Groupe international de soutien à la Syrie (ISSG) à Munich (sud de l'Allemagne).

Les parties ont aussi convenu d'intensifier dès les prochains jours l'aide humanitaire vers les villes assiégées par le régime de Damas ou le groupe Etat islamique (EI), par voie terrestre ou aérienne.

Mais pour les Occidentaux, les Russes, principaux soutiens du régime de Bachar Al-Assad dans son offensive militaire contre les rebelles, doivent désormais montrer l'exemple dans la mise en œuvre de l'accord.

«Les mots doivent être suivis de faits (...) et c'est à la Russie que revient la principale responsabilité» dans ce domaine, a insisté une porte-parole du gouvernement allemand, Christine Wirtz.

«Nous avons à présent la possibilité de sauver ce processus mais nous attendons dans le même temps que la période jusqu'à un cessez-le-feu ne soit pas utilisée pour une accentuation des bombardements», a-t-elle martelé en référence aux frappes russes qui visent actuellement le bastion rebelle d'Alep.

Par ailleurs, la trêve exclut les groupes djihadistes tels l'EI et Al-Nosra - branche locale d'Al-Qaïda - et donc l'arrêt des bombardements contre ces groupes. «Nous continuerons, de même que la coalition conduite par les Etats-Unis, à les combattre», a souligné le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

La coalition emmenée par les Etats-Unis mène depuis 2014 des raids aériens contre l'EI, essentiellement dans l'est du pays. Les Russes concentrent de leur côté leurs bombardements sur la partie ouest du pays, en appui direct à Bachar Al-Assad.

Aller de l'avant

Les Occidentaux leur reprochent depuis des mois de frapper sans discrimination groupes extrémistes et rebelles modérés, susceptibles de s'asseoir à la table des négociations, et craignent que cela ne continue malgré l'accord de Munich, les Russes classant de nombreux groupes sous la même étiquette «terroriste».

«Al-Nosra est actif à Alep et plusieurs groupes ont des liens avec cette organisation. C'est un feu vert donné aux Russes pour poursuivre leurs actions militaires tout en faisant semblant de respecter l'accord», anticipe Julien Barnes-Dacey, expert à l'European Council on Foreign Relations.

Prudent, Mazen Darwich, un défenseur des droits de l'Homme emprisonné pendant trois ans par le régime, a relevé que «tous les efforts étaient bienvenus» mais appelé à bien «évaluer sur le terrain» le bon vouloir de Moscou.

Pour la Turquie, vers laquelle se pressent les civils fuyant les bombardements, l'accord de Munich est un «pas important sur la route d'une solution à la crise syrienne». Il convient désormais de «stopper les frappes aériennes» et de fournir un «accès aux humanitaires", a toutefois insisté le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu.

Les 17 pays membres du Groupe international de soutien à la Syrie (ISSG) doivent se réunir dès vendredi à 16h (15h GMT) à Genève pour mettre en œuvre le volet humanitaire de l'accord.

Les négociations intersyriennes, suspendues début février en pleine offensive du régime appuyée par l'aviation russe sur Alep (nord), doivent par ailleurs «reprendre dès que possible», a insisté John Kerry à Munich.

Ces négociations doivent avoir lieu «sans ultimatums et préconditions», a souligné de son côté Sergueï Lavrov.

Moscou refuse notamment de faire du départ de Bachar Al-Assad un préalable alors que les Occidentaux continuent d'affirmer qu'avec lui une solution durable en Syrie est impossible.

L'opposition syrienne réclame des signes concrets humanitaires et l'arrêt des bombardements avant de reprendre ces négociations reportées pour le moment au 25 février.

Pour Alexeï Malachenko, expert au centre d'études Carnegie de Moscou, «toutes les parties prenantes au conflit se trouvent actuellement dans une impasse absolue. Tous ont compris qu'il est temps de s'arrêter».

«La Russie avait appelé tout le monde à s'asseoir à la table des négociations tout en continuant à bombarder l'un des participants. Cela ne menait nul part et les Russes l'ont compris», estime-t-il.

MALI

Deux Casques bleus tués à Kidal

Deux Casques bleus de l'ONU au Mali ont été tués et trente autres blessés hier à Kidal (nord-est) par des djihadistes présumés, une semaine après l'attaque visant des policiers nigérians de la force de l'ONU à Tombouctou, revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

"Notre camp à Kidal a été attaqué ce vendredi tôt le matin par des terroristes. Nous avons riposté, mais deux Casques bleus ont été tués, et 30 autres blessés", a déclaré à l'AFP une source sécuritaire au sein de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

Les "terroristes ont attaqué à l'aide de roquettes. Il y a eu au moins deux heures d'échanges de coups de feu", a indiqué cette source.

Un militaire guinéen de la Minusma a précisé à l'AFP que les Casques bleus tués appartenaient à ce contingent, soulignant que parmi les trente blessés, "sept sont dans un état grave".

Deux soldats guinéens de l'ONU avaient déjà été tués fin novembre à Kidal dans une attaque à la roquette contre le camp de la Minusma, revendiquée par le groupe djihadiste Ansar Dine.

Le 5 février, une attaque contre une base de policiers nigérians de la Minusma installée dans un ancien hôtel à Tombouctou (nord-ouest) avait coûté la vie à un militaire malien, ainsi qu'à au moins quatre assaillants. Elle avait été revendiquée par Aqmi.

La Minusma, déployée depuis juillet 2013, est la mission de maintien de la paix de l'ONU la plus coûteuse en vies humaines depuis la Somalie en 1993-1995.

Première tournée du chef de la Minusma

L'attaque de vendredi coïncide avec la première visite de terrain, entamée lundi dans le nord du pays, du nouveau chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif. M. Annadif s'est notamment rendu à Kidal, bastion de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion), où les tensions suscitées par l'arrivée en force dans la ville au début du mois de membres d'un groupe pro-gouvernemental sont retombées depuis la conclusion d'un accord la semaine dernière.

La semaine a également été marquée par la mort jeudi à Hombori (nord) d'un douanier et deux civils lors d'une attaque attribuée à de présumés djihadistes.

Trois militaires maliens ont aussi été tués mardi dans l'explosion d'un engin improvisé au passage de leur véhicule un peu plus au sud, près de la frontière avec le Burkina Faso.

La capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, a été frappée le 15 janvier par un attentat qui a fait 30 morts. Le 20 novembre, un attentat contre un grand hôtel de Bamako, la capitale malienne, avait fait 20 morts, outre les deux assaillants. Ces deux attaques ont été revendiquées par Aqmi, en coordination avec le groupe Al-Mourabitoune.

La menace représentée par les organisations djihadistes en Afrique, telles qu'Aqmi dans le Sahel, les Shebab somaliens, Boko Haram au Nigeria, et le groupe Etat islamique en Libye a augmenté, a affirmé cette semaine le commandant des opérations spéciales américaines sur le continent, le général Donald Bolduc.

"Ces 12 derniers mois, ils sont devenus plus actifs. Ils ont exporté des tactiques et des techniques, en particulier en matière d'engins explosifs improvisés", a précisé le général Bolduc à l'occasion du lancement au Sénégal de l'exercice militaire annuel Flintlock organisé par les Etats-Unis en Afrique avec une trentaine de pays, du 8 au 29 février.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda après la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Ces groupes djihadistes ont été dispersés et en grande partie chassés du nord à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale qui se poursuit. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en mai-juin d'un accord de paix entre le gouvernement et l'ex-rébellion.

La Tunisie se prépare aux conséquences d'une intervention militaire en Libye

La Tunisie a annoncé hier qu'elle allait mettre en place des commissions régionales chargées d'élaborer "un plan" pour faire face aux conséquences d'une éventuelle intervention militaire internationale en Libye, pays voisin livré au chaos.

En 2011, la Tunisie, pays d'environ 11 millions d'habitants, avait accueilli plusieurs centaines de milliers de personnes - Libyens et non Libyens - fuyant le conflit qui a provoqué la chute de Mouammar Kadhafi en Libye.

"En prévision du développement de la situation en Libye et de ses conséquences, le chef du gouvernement Habib Essid a autorisé les gouverneurs des régions du sud-est à former des commissions régionales", a indiqué le gouvernement dans un communiqué.

Elles seront composées "des diverses parties concernées afin de prendre les précautions nécessaires et mettre au point un plan de travail au niveau de chaque gouvernorat, pour se préparer à faire face de manière réussie et sur le terrain aux (...) évènements exceptionnels qui pourraient se produire", poursuit le texte, sans davantage de précisions.

Le ministère de la Santé avait déjà indiqué jeudi dans un communiqué avoir consacré une réunion à l'examen d'un "plan d'urgence dans le domaine de la santé (...) en prévision de l'afflux sur le territoire tunisien de réfugiés et de migrants fuyant les frappes militaires qui pourraient se produire en Libye". Une éventuelle intervention militaire internationale en Libye inquiète grandement en Tunisie. "Je dis, et très clairement, aux amis qui pensent à cela (à une intervention, ndlr) de ne pas penser seulement à leurs intérêts. De penser aux intérêts des pays voisins et au premier rang la Tunisie", a récemment déclaré le président Béji Caïd Essebsi.

"Avant tout acte de ce genre, s'il vous plaît, consultez-nous, parce qu'il peut vous servir mais nous porter atteinte", a-t-il fait valoir.